BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 4090

75 – PARIS

GREFFE DU TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE PARIS

Jugement d'ouverture

Date : 8 avril 2026.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
992 806 158 RCS Paris.
D4B SECURE.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : La société a pour objet, en France et à l'étranger : la conception et l'architecture de solutions réseaux et infrastructures sécurisées ; la fourniture de prestations de conseil, d'assistance et d'audit en matière de Cybersécurité, de protection des systèmes d'information, de données et de réseaux ; la réalisation de tests d'intrusion, analyses de vulnérabilités, audits de conformité aux normes et réglementations applicables (Rgpd, ISO, Nis2, etc.) ; La mise en place, l'intégration et la maintenance de solutions de sécurité informatique, Cloud et infrastructures ; la formation, le transfert de compétences et la sensibilisation des personnels à la sécurité des systèmes d'information ; plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou susceptibles d'en favoriser le développement..
Adresse : 26-28, rue de Londres, 75009 Paris.
Complément de jugement : Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, date de cessation des paiements le 25 mars 2026,désignant liquidateur SCP Btsg en la personne de Me Denis Gasnier 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 Neuilly-sur-Seine. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.